Droits et recours Laurentides

RAPPORT D'ACTIVITÉS

- 2022 / 2023 -

DROITS ET RECOURS LAURENTIDES INC.

227-104 rue Saint-Georges,

Saint-Jérôme,

J7Z 5V2, Case postale 501

info@droitsetrecoursLaurentides.org

www.droitsetrecourslaurentides.org

MOT DE LA COORDONNATRICE

Depuis le début de mes jeunes années de travail chez Droits et recours Laurentides, j'ai la chance de côtoyer des personnes extrêmement généreuses qui portent des valeurs de partage et d'entraide. Ensemble, nous désirons mener à bien la mission de l'organisme qui place la défense et la promotion des droits au cœur de nos actions.

Cette année, l'organisme fête ses 30 ans d'existence. J'aimerais remercier toutes et tous les membres de l'organisme, qui, chaque année, appuient nos démarches et nos actions. Un grand remerciement également aux membres du conseil d'administration actuel, mais aussi à ceux et celles qui y ont siégé au fil du temps.
Il est impossible de passer sous silence l'apport considérable d'une personne formidable, qui, depuis le début de Droits et recours Laurentides, accompagne et informe les personnes premières concernées de leurs droits. Cette personne est Manon Guillemette.

Son travail rigoureux et sans relâche est un modèle de discipline. Elle défend les droits individuels et collectifs des personnes premières concernées avec vigueur et a toujours cru en la mission.
Nos remerciements ne seront jamais à la hauteur du travail accompli de cette femme, qui à travers les années, a su mettre à contribution son savoir et ses valeurs et favoriser une société plus juste et équitable.

Merci Manon Guillemette.
Sans toi, l'organisme ne serait pas le même aujourd'hui. Ton implication, ton énergie et tes couleurs uniques marquent à tout jamais les esprits.

Shany Perron

INTRODUCTION

B**ienvenue à notre 30e assemblée générale annuelle** !

Les membres du conseil d'administration et l'équipe de travail vous souhaitent la bienvenue et sont fiers de vous présenter le contenu du travail réalisé au cours de la dernière année.

Cette année, l'équipe s'est accrue en novembre dernier en accueillant une nouvelle conseillère en défense de droits. Nous souhaitons donc la bienvenue à Karima Kadmiri. L'organisme est maintenant composé de trois conseillères en défense de droits en santé mentale.

Cette année, avec le retour à une certaine normalité, les activités collectives de l'organisme ont repris. L'équipe de Droits et recours Laurentides a effectué sa tournée d'information au sein des différents organismes communautaires afin d'outiller les membres dans la défense de leurs droits et dans les recours existants.

Les demandes s'additionnent à grande vitesse concernant plusieurs sujets, notamment le secret professionnel et la confidentialité ainsi que la garde en établissement.

Vous trouverez les statistiques individuelles, les dossiers collectifs et le rapport financier de cette année, ainsi que le plan d'action de la prochaine année dans ce rapport.

Bonne lecture !

MISSION

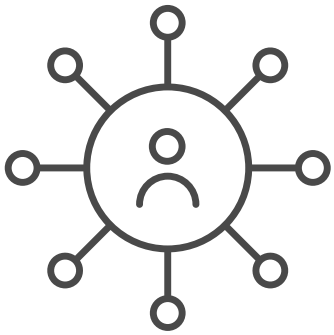
La raison d'être de l'organisme

Droits et recours Laurentides est un organisme communautaire autonome régional fondé en 1993. La mission de l'organisme est de promouvoir, de protéger et de défendre les droits collectifs et individuels des personnes ou des groupes de personnes vivant ou ayant vécu des problèmes de santé mentale dans la région des Laurentides, tant dans le secteur de la santé et des services sociaux, des autres services gouvernementaux que dans l'ensemble des activités de leur vie.

Le support est offert par le biais de l'aide, de l'information, de l'accompagnement et de la promotion en défense des droits, et ce, dans une perspective d'éducation populaire. Les interventions de l'organisme visent à accroître les compétences et l'autonomie des personnes par rapport à l'exercice de leurs droits. Le respect du rythme, des valeurs et des choix des personnes est essentiel.

Afin d'améliorer le respect des droits et la qualité de vie des personnes, les actions de l'organisme ont pour objectif de sensibiliser l'ensemble de la communauté et de participer à des changements de mentalité. L'organisme veut être alerte et critique afin de s'assurer que les lois, les politiques et règlements, ainsi que leur application, tant au niveau du gouvernement que des organisations, favorisent et renforcent les droits fondamentaux des personnes.

VALEURS



Appropriation du pouvoir

- Favoriser la prise de parole et la pleine citoyenneté
- Favoriser le développement des compétences
- Appuyer les personnes dans leurs choix d'actions

Dignité

- Respecter les droits fondamentaux des personnes et leurs choix
- Lutter contre les préjugés et toutes formes de discriminations

Justice sociale

- Revendiquer auprès des autorités concernées le respect de leurs engagements en regard des droits sociaux
- Miser sur l'équité et le partage de la richesse
- Dénoncer les abus

Démocratie

- Favoriser un processus de participation collective dans la prise de décision
- Favoriser l'accès et le partage du pouvoir entre toutes et tous

30 ANS D'EXISTENCE

Mise en contexte de la naissance de Droits et recours Laurentides

Après la création de la première loi entourant la santé mentale, soit la Loi sur la protection du malade mental, une vague de pauvreté déferle sur le Québec dans les années 1980. C'est à partir de ce moment que l'on voit naitre des groupes de promotion et de défense des droits en santé mentale à travers le Québec. Ils se battent pour que le respect des droits des personnes premières concernées soit une réalité et que la défense des droits soit reconnue dans le système de santé et des services sociaux. On voit naitre également l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ) en 1989. Dans la même année, on assiste à l'adoption de la nouvelle Politique en santé mentale qui balisera les grandes orientations des services, telles que le respect des droits, la primauté de la personne, l'amélioration de la qualité des services, etc. La nécessité des groupes de promotion et de défense des droits est reconnue dans cette politique.

C'est dans ce contexte que Droits et recours Laurentides a été mis sur pied par des personnes persévérantes et dévouées. Ces personnes ont rencontré des obstacles qu'elles ont surmonté l'un après l'autre, en gardant toujours le cap et en ayant confiance dans les compétences des personnes premières concernées.

Source : Document «Historique des droits des personnes en santé mentale» Droits et recours Laurentides

30 ANS D'EXISTENCE

Voici un bref historique

- **4 octobre 1991** = Première rencontre et mise sur pied d'un conseil provisoire.
- **6 novembre 1991** = Les membres décident que le bureau régional se situe à Saint-Jérôme, avec un point de service à l'Annonciation.
- **13 janvier 1992** = L'ALPAMM accepte d'agir à titre de fiduciaire et une demande de financement est envoyée au CRSSS.
- **7 février 1992** = Formation sur le rôle d'un conseil d'administration.
- **16 mars 1992** = Prise de contact avec le groupe régional de défense des droits de la région de Lanaudière .
- **25 mars 1992** = Formation sur les droits et recours à l'AGIDD-SMQ (deux membres du CA participent).
- **13 avril 1992** = L'organisme reçoit sa première subvention (36 000$).
- **17 mai 1992** = Le CRSSS demande avant l'ouverture de l'organisme qu'une recherche sur les modalités d'implantation d'un organisme régional de défense des droits en santé mentale soit faite.

Source : Document «Historique des droits des personnes en santé mentale» Droits et recours Laurentides

30 ANS D'EXISTENCE

Suite du bref historique

- **27 mai 1992** = La Charte est envoyée pour approbation au gouvernement.
- **28 mai 1992** = Trois personnes participent au colloque annuel de l'AGIDD-SMQ.
- **1er septembre 1992** = Embauche du CEGEP de Saint-Jérôme pour faire la recherche : C'est madame Micheline Lynch qui la réalisera.
- **1er février 1993** = Remise de la recherche à la Régie régionale des Laurentides.
- **23 février 1993** = Droits et recours Laurentides est né. Il reçoit ses lettres patentes.
- **12 mars 1993** = Présentation de la recherche au Comité de concertation en santé mentale .
- **5 avril 1993** = Demande de subvention annuelle faite à la Régie régionale et embauche de Denise Brouillard comme coordonnatrice.
- **9 août 1993** = Dépôt du document sur les étapes de l'implantation de la ressource et du budget de fonctionnement (la recherche n'était pas suffisante pour la Régie régionale).

Source : Document «Historique des droits des personnes en santé mentale» Droits et recours Laurentides

30 ANS D'EXISTENCE

Suite du bref historique

- **12 août 1993** = Location de nos locaux.
- **8 septembre 1993** = Embauche de Manon Guillemette comme conseillère en défense des droits.

  Droits et recours Laurentides prend en main ses finances.
- **6 octobre 1993** = Présentation de l'organisme et de sa mission à travers la région. C'est le début de la grande tournée régionale. C'est aussi l'embauche de Diane Robert, responsable de l'accueil, du secrétariat et de la comptabilité.
- **27 octobre 1993** = L'organisme a maintenant son logo.
- **3 novembre 1993** = Adoption des règlements généraux par le conseil d'administration provisoire.
- **24 novembre 1993** = Une politique de confidentialité est adoptée : contrat de confidentialité – accès et tenue de dossiers au niveau des demandes individuelles en défense des droits.
- **4 décembre 1993** = Assemblée générale de fondation.

Source : Document «Historique des droits des personnes en santé mentale» Droits et recours Laurentides

ORGANISME COMMUNAUTAIRE AUTONOME RÉGIONAL

Étant un organisme **communautaire autonome régional**, nous rejoignons les personnes sur tout le territoire des Laurentides. Notre rayonnement régional implique que nous devons nous déplacer à travers la région.

Que ce soit par téléphone, par courriel ou par courrier, les gens peuvent nous joindre pour obtenir de l'informations sur nos activités individuelles et collectives ou prendre rendez-vous avec une conseillère en défense de droits en santé mentale. Situé à Saint-Jérôme, l'organisme est près des services de transport en commun et nous sommes joignables du lundi au jeudi de 8 h 30 à 16 h 30.

Nos activités sont offertes **gratuitement**

De plus, les personnes qui font appel à l'organisme pour elles-mêmes le font sur une **base volontaire et se reconnaissent comme ayant ou ayant eu un problème de santé mentale au cours de leur vie. Nous nous identifions comme ayant une vision alternative de la santé mentale. Ainsi, notre approche globale permet de s'arrimer avec une approche alternative où le diagnostic n'est pas demandé pour obtenir de l'accompagnement.** Nous croyons à l'influence des déterminants sociaux qui impactent davantage la santé mentale d'une personne que par uniquement une vision bio-médicale.

ACTIVITÉS DE PROMOTION ET DE DÉFENSE DES DROITS

Nos activités se divisent en deux volets principaux :

Collectif et Invidivuel.

Nos activités touchent l'ensemble des droits sociaux. Elles visent l'amélioration des conditions de vie des personnes ainsi qu'une transformation sociale qui induit un changement de mentalité. Pour ce faire, nous travaillons dans une perspective d'éducation populaire où les forces et les compétences des personnes premières concernées sont mises au centre des démarches.

Nous travaillons à faire valoir les droits et les recours des personnes dans le cadre d'une démarche individuelle. Celle-ci peut se transformer en démarche visant le volet collectif et répondre ainsi à l'objectif de transformation sociale.

Née de la volonté de la communauté à protéger les droits des personnes en santé mentale, la mission de l'organisme favorise la parole collective. Celle-ci se traduit par l'appropriation du pouvoir. Nous travaillons également avec le principe du « **Self-Advocacy»** :

- Favoriser la prise de parole et la pleine citoyenneté des personnes
- Avoir un préjugé favorable envers la personne et reconnaître la valeur des savoir et des acquis
- Respecter le cheminement et le rythme de la personne ainsi que ses choix
- Outiller la personne afin qu'elle puisse faire valoir ses droits "par elle-même"
- Donner le rôle principal à la personne dans la défense de ses droits.

De plus, nos actions peuvent être proactives. Pour un groupe de personnes plus vulnérables et qui peuvent difficilement entreprendre une démarche, l'organisme mène l'action dans le respect de la volonté de ces personnes.
À un niveau systémique, nous pouvons également agir en mettant en cause le bien-fondé ou l'application d'un règlement d'une politique d'établissement ou gouvernementale, l'organisation des services en santé mentale, etc.

Dans la prochaine section, il sera question de statistiques présentant le profil des personnes faisant appel à notre organisme.

Voir Annexe 2

ACTIVITÉS INDIVIDUELLES DE DÉFENSE DES DROITS

Le respect des droits est la pierre angulaire des fondements de notre société. Il est essentiel de voir à son respect afin que chacun et chacune d'entre nous puisse jouer un rôle crucial dans le but d'améliorer notre société. Nos interventions en défense individuelle des droits en santé mentale confirment toujours la nécessité de poursuivre nos actions collectives.

Cette année, 332 personnes ont fait appel à l'organisme dans le cadre de la défense individuelle de leurs droits en santé mentale. Majoritairement, ce sont les femmes qui ont fait appel à l'organisme. La part des hommes ayant demandé le support de l'organisme est de 32%. 18% des demandes ont été faites par des proches. Au total, c'est 429 demandes qui nous ont été adressées. Le support pour ces demandes a nécessité 1741 actions : soit 87 rencontres (au bureau) et accompagnements et 1427 démarches téléphoniques, sans oublier les centaines de courriels que les conseillères doivent effectuer dans le cadre des démarches.

Secteur Santé et services sociaux :

Nous avons eu 142 demandes liées au secteur de la santé et des services sociaux. La garde en établissement et la qualité des services représentent 49% des demandes.
De ces demandes, des éléments préoccupants ressortent, tels que :

- **Manque ou absence de renseignement et d'information concernant le statut et les motifs pour lesquels une personne est hospitalisée**
- **Délai d'attente innaceptable avant de voir un.e psychiatre pour leur suivi en santé mentale**
- **Relation de confiance patient.e /médecin difficile à établir**

La Loi de protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (P-38) est une loi d'exception qui prévoit l'internement involontaire d'une personne principalement dans un centre hospitalier.
Nous avons eu 51 demandes. Le droit à l'information est primordial et nécessaire, surtout lorsque vient le temps de donner un consentement libre et éclairé à deux évaluations psychiatriques obligatoires dans le cadre d'une garde en établissement. Nous avons remis aux établissements de santé de Saint-Jérôme et de Saint-Eustache, des centaines de dépliants « Droits et recours des personnes mises sous garde » du MSSS. Ce document est à remettre obligatoirement lorsqu'une personne est mise sous garde afin qu'elle puisse obtenir de l'information sur ses droits. Nous y apposons une étiquette avec nos coordonnées pour que la personne puisse nous joindre.
Pour suivre de près ce dossier, nous avons fait une demande de statistiques auprès du CISSS des Laurentides afin de connaitre le nombre de personnes mises sous garde en établissement dans les différents centres hospitaliers du territoire. Si nous ventilons les données, on peut compter 1012 requêtes déposées pour une mise sous garde, dont 871 d'entre elles ont été autorisées par un juge pour les Laurentides uniquement. Parmi ces chiffres, 652 demandes autorisées proviennent de l'hôpital de Saint-Jérôme seulement.

Secteur Autres services gouvernementaux :

Nous avons reçu 55 demandes concernant ce secteur. Les plus importantes concernent le Programme d'aide sociale et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la santé sécurité du travail (CNESST) où elle représentent 54% des demandes.
En vigueur depuis le 1er janvier, le nouveau Programme de Revenu de base est un programme d'assistance sociale réservé aux personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi de longue durée. De ce fait, la majorité des demandes en lien avec ce programme concernaient les impacts sur l'héritage d'une succession.

En ce qui a trait à la CNESST, les demandes se penchaient sur :

- **La fin de couverture et le refus de verser les prestations**
- **Le refus de reconnaitre l'aggravation**
- **Le harcèlement psychologique au travail**
- **L'environnement de travail non-adapté aux tâches exigées**

Secteur Justice

Plusieurs personnes se retrouvent seules devant la justice et ont besoin de support pour démystifier le processus qu'elles souhaitent entamer ou auquel elles auront à faire face. Plus de la moitié des demandes touchait le volet criminel. Les personnes concernées avaient besoin d'explication par rapport à la situation qu'elles vivaient, en partie sur :

- L'interdiction de contact
- Les voies de fait
- Le processus judiciaire
- Le Tribunal santé mentale PAJ-SM
- La demande de pardon

Secteur Autres secteurs de vie

Concernant les autres secteurs de vie des personnes, nous avons reçu 105 demandes. Les plus fréquentes concernent la succession et le travail. Nous vivons dans une société où la population est de plus en plus vieillissante, ce qui entraîne des nouvelles demandes que nous avions moins les années antérieures. Entre autres, les personnes désiraient connaître tout ce qui entour le décès d'un proche, tel que :

- Le rôle du liquidateur.trice et des héritiers.
- Le processus testamentaire

Au niveau du travail, plusieurs personnes nous ont posé des questions sur :

- Les congédiements déguisés,
- Les exigences des employeurs et des contrats de travail.
- Un milieu de travail toxique.

Par contre, nous avons aussi référé des individus vers d'autres organismes communautaires dédiés à une mission plus spécifique et plus outiller afin d'accompagner les personnes, tels que l'ACEF des Basses-Laurentides, l'Association de promotion et d'éducation au logement (APEL) , le Mouvement Action Chômage, Inform'Elles, etc.

Secteur Logement

Nous avons reçu 72 demandes dans ce secteur pour cette année. La crise du logement fait rage depuis plusieurs années et surtout depuis la pandémie. 26 % des demandes concernaient une expulsion ou une reprise de logement. Pour d'autres, il était question de travaux majeurs non complétés par le ou la propriétaire du logement, entraînant une perte de jouissance des lieux et un lien de confiance fragilisé entre le ou la locateur et le ou la locataire.

39% des demandes de ce secteur avait rapport à :

- Une augmentation élevée des loyers
- Une aide pour la recherche de logement où nous avons référé au Service d'accompagnement à la recherche de logement (SARL) pour les personnes vivant sur le territoire de la MRC Rivière-du-Nord.
- Une rénoviction
- Un problème de voisinage
- L'insalubrité - moisissure et encombrement

ACTIVITÉS COLLECTIVES DE DÉFENSE DES DROITS

Nos activités se divisent en différents champs d'actions.

Ce volet est aussi, si ce n'est davantage, important que le volet individuel, car les activités collectives permettent d'agir à un niveau macro des droits fondamentaux de notre société.
Une société, où le respect des droits est la pierre angulaire, est une société plus juste et équitable.

A) Activités de mobilisation

Préservation de l'autonomie du mouvement communautaire

Réseau québécois d'action communautaire autonome (RQ-ACA)

Dans le cadre de la campagne électorale automne 2022, la campagne du RQ-ACA a utilisé le thème « *Engagez-vous pour le filet social* », où plusieurs actions communautaires ont été orchestrées afin de promouvoir l'action communautaire autonome, une justice sociale et un meilleur financement global pour les organismes communautaires autonomes.
Droits et recours Laurentides a participé à plusieurs de leurs mobilisations. Le 7 septembre dernier, nous avons pris part au **Grand rassemblement virtuel** diffusé sur les réseaux sociaux afin de lancer officiellement la campagne et d'expliquer les actions mobilisatrices futures. Des centaines d'organismes étaient présents.

Mandaté par le conseil d'administration, nous avons également participé à la **Grande marche nationale,** organisée de concert entre le RQ-ACA et le FRACA qui débutait au centre-ville de Montréal le 29 septembre 2022. L'un des objectifs était de réclamer des engagements qui répondent aux revendications du mouvement, tels qu'un meilleur soutien financier et un réinvestissement massif dans le filet social pour une justice sociale.

Depuis la pandémie, le milieu communautaire fait ses preuves en palliant les lacunes des programmes et services sociaux, pourtant essentiels pour le respect des droits humains et indispensables pour assurer un niveau de vie décent.

Dans le cadre de la *Semaine nationale de l'action communautaire autonome* (SNACA) du 17 octobre au 24 octobre de chaque année, nous avons participé au lancement de la **Déclaration d'Engagement du RQ-ACA** qui se déroulait sur les réseaux sociaux le 17 octobre 2022. Cette démarche s'actualise en quatre (4) engagements pour l'ACA et la transformation sociale :

#1 Augmentation du financement à la mission et respect de l'autonomie des organismes
#2 Réinvestir massivement dans les services publics et les programmes sociaux
#3 Instaurer une fiscalité progressive en mettant à contribution les plus riches
#4 Faire progresser la démocratie et les droits humains.

L'organisme appuie ces revendications nécessaires à la réalisation des missions globales des 4000 organismes d'action communautaire autonome du Québec. Les organismes sont toujours confrontés à un sous-financement, et ce, malgré de récents investissements. Ce sous-financement entretient des conditions de travail insuffisantes et inadéquates pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre et au coût de la vie. Afin de combattre les inégalités sociales, l'État doit bonifier les programmes et services sociaux. Renforcer le filet social passe inévitablement par une redistribution de la richesse et par l'augmentation des prestations financières ciblées. Par exemple, il serait judicieux d'élargir la couverture publique des soins de santé, de bonifier l'offre de services à la population tout en luttant contre l'austérité budgétaire et la privatisation des services publics.

Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL)

Dans le même ordre d'idées , le ROCL a organisé un évènement festif et rassembleur afin de revendiquer l'action communautaire autonome, le droit à de meilleures conditions de travail et à une meilleure reconnaissance des travailleuses et travailleurs du communautaire. Droits et recours Laurentides a donc pris part à l'activité de ***Tombola de l'ACA*** qui se déroulait à la Place des citoyens à Sainte-Adèle le 19 octobre. 60 personnes étaient présentes !

Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ)

Membre du RRASMQ depuis 2016, nous suivons avec intérêt les actions du regroupement et ce qui est offert comme activités et soutien alternatif en santé mentale dans les organismes communautaires de base. Avec l'idée d'accentuer l'autonomie des organismes communautaires, le RRASMQ propose à ses membres d'adopter en résolution un engagement fort à faire respecter la mission et l'autonomie des organismes.

Dans l'esprit de l'engagement #1 de la *Déclaration d'Engagement du RQ-ACA,* Droits et recours Laurentides a appuyé la proposition du RRASMQ avec une **résolution du conseil d'administration** : « Droits et recours Laurentides s'engage à être vigilant et à défendre son autonomie, sa mission et sa vie associative et démocratique. »

En guise de solidarité, nous avons commandé le journal « Ailleurs et autrement » édition 2022 et l'avons distribué, par la poste, à toutes et tous nos membres avant la période des fêtes. Enfin, le 15 et 16 juin 2022, nous étions présent.e.s lors de leur assemblée générale annuelle à Bromont.

Appui et solidarité

L'organisme soutient les actions et les revendications touchant de près où de loin la santé mentale des individus. Nous encourageons les actions qui tendent vers une amélioration des conditions de vie. Voici quelques exemples d'appuis :

Appui à la campagne sur les réseaux sociaux du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour la survie du programme *AccèsLogis*

Appui à la campagne de sensibilisation de la Ligue des Droits et Libertés pour l'interdiction des interpellations policières au Québec. Nous avons signé la Déclaration le 23 mars 2023.

Lettre d'appui à la Coalition Solidarité Santé qui réclame un régime universel et public d'assurance médicaments. Elle a été envoyée à la ministre responsable de la région des Laurentides le 30 mai 2022.

Des membres de l'équipe de travail ont également participé au **14e rassemblement du comité Pare-chocs** d'Action Autonomie à Montréal le 7 mai 2022. La manifestation portait sur les traitements d'électroconvulsivothérapie administrés majoritairement à des femmes et dont les risques ne sont pas négligeables. Le droit de consentir est un enjeu majeur dans ce contexte.

B) Activités d'information et de sensibilisation (grand public)

Semaine nationale de la santé mentale

- Un salon de kiosques organisé par la Table locale en santé mentale Rivière-du-Nord s'est tenu dans le cadre de la semaine nationale de la santé mentale. L'évènement s'est déroulé à Saint-Jérôme, à la Vieille-Gare, le 7 mai 2022. C'était ouvert au grand public. Droits et recours Laurentides a tenu un kiosque de présentation lors de l'évènement.

Cégep et Université

- Tel qu'inscrit dans notre plan d'action 2022-2023, nous avions comme objectif de rejoindre les étudiant.e.s (relève potentielle du milieu communautaire) afin de les sensibiliser aux enjeux sociaux et individuels en santé mentale. Nous avons répondu à trois demandes d'étudiant.e.s désireux et désireuses d'accomplir un stage dans notre milieu de travail et ainsi en apprendre davantage sur la défense des droits en santé mentale. Plusieurs échanges téléphoniques ont suivi et qui ont permis de faire connaître la mission et les valeurs de Droits et recours Laurentides.

- Le 22 novembre 2022, nous étions invité.es à présenter Droits et recours Laurentides dans le cadre du cours *Insertion, Réinsertion* de l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Nous avons aussi offert une séance d'information sur la *Loi sur les personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui* (P-38) ainsi que sur les pratiques et les alternatives existantes en santé mentale. Nous pouvions compter plus de 90 étudiant.e.s présent.e.s.

- De plus, nous avons été sollicité.es à participer à une recherche universitaire sur le contrôle du travail policier au Québec. Ayant un rôle d'accompagnateur.trices auprès des personnes premières concernées qui désirent faire reconnaître leurs droits, nous pouvons être appelé.es dans des situations concernant un travail policier. L'objectif de la recherche était de mieux comprendre les expériences des personnes impliquées dans les processus de plainte contre la police, quel que soit le niveau d'implication. La participation s'est concrétisée en une entrevue d'environ une heure.

- Nous avons participé comme panéliste à la journée "Le Rendez-vous justice administrative et santé mentale" organisé par le Barreau du Québec. Cette activité avait lieu le 5 octobre 2022 au Palais des Congrès de Montréal et s'adressait à des étudiant.e.s et des professionnel.le.s en droit. Nous y avons partagé notre expérience comme accompagnatrices en collaboration avec l'aide juridique de Saint-Jérôme, avec qui nous avons eu deux (2) rencontres préparatoires.

Nous actualisons notre page Facebook en partageant régulièrement des publications touchant les droits sociaux, à raison de trois à quatre publications par semaine. Pour l'organisme, c'est une vitrine accessible au grand public, telle que notre site internet où l'on peut retrouver les informations nécessaires pour nous joindre ainsi que les rapports d'activités d'années antérieures. Aussi, nous figurons dans le bottin de références du Centre de la famille du Grand Saint-Jérôme.

Tournée d'information *Causeries*

Cette année, nous avons mis à jour les thèmes que nous offrons en tournée d'information. Une invitation a été envoyée à la majorité des organismes communautaires des Laurentides, qui pouvaient alors réserver un thème de causerie choisi par leurs participant.e.s. Ces rencontres, d'une durée d'environ deux heures, visent à outiller et informer sur les droits, ainsi qu'à accroître les compétences et l'autonomie afin de favoriser une démarche d'appropriation du pouvoir. Pour chacun des thèmes, une pochette d'information est remise aux personnes présentes. Nous avons offert 6 rencontres d'informations sur 8 thèmes différents en 2022-2023 :

- **L'accès au dossier, La confidentialité et Le logement :**
  Centre de la famille du Grand Saint-Jérôme
- **Le secret professionnel, La confidentialité et Le consentement aux soins:**
  Centre de femmes Liber'Elles
- **La garde en établissement :**
  L'Envolée Ressource alternatives en santé mentale
- **Le droit aux services :**
  Le groupe Harfang des Neiges

C) Représentation, concertation et lien de solidarité

Alternatives Laurentides

Alternatives Laurentides regroupe six (6) organismes d'action communautaire autonome de la région des Laurentides qui sont tous membres du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ). L'organisme fait la promotion de l'approche alternative en santé mentale et participe aux mobilisations du mouvement communautaire. Membre du regroupement depuis plusieurs années, nous nous étions engagées à participer au conseil d'administration et aux activités du regroupement pour 2022-2023.

- Organisé par Alternatives Laurentides, Droits et recours Laurentides a participé à l'évènement « Cabane à sucre » avec les partipant.e.s des différents organismes de base en santé mentale du regroupement. L'objectif de cette activité est de créer des liens de solidarité tout en partageant un festin sucré et un dessert emblématique de notre province : la tire à l'érable !

- Le 13 octobre 2022, la *Journée de l'Alternative du 10 du 10 en santé mentale* se déroulait à la Place des citoyens à Sainte-Adèle où plus de 30 personnes premières concernées participaient. Un documentaire sur l'alternative des pratiques en santé mentale de Prise II a été diffusé et une discussion s'en est suivie.

- Désirant mettre en lumière l'alternative en santé mentale, le regroupement a engagé la compagnie spécialisée en contenu visuel *Valmédia* pour le tournage de capsules videos sur chaque organisme-membre. Droits et recours Laurentides a été en tournage le 5 et 7 juillet 2022. Notre capsule vidéo sera diffusée sur notre site web.

Merci à Valmédia pour leur collaboration à la réalisation et à la conceptualisation du projet des capsules vidéos !

Coalition des organismes communautaires en santé mentale des Laurentides

- Née d'Alternatives Laurentides et regroupant un plus grand nombre d'organismes en santé mentale, la Coalition désire créer une Table de concertation régionale en santé mentale dans les Laurentides. L'année précédente, la Coalition avait tenu quatre (4) rencontres avec la Direction du programme Santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte du CISSS Laurentides. Cette année, une seule rencontre s'est tenue avec la direction. Cependant, les membres de la Coalition se sont rencontrés à quatre (4) reprises pour rédiger ensemble les avantages liés à la création d'une table de concertation régionale en santé mentale.

Réseau communautaire en santé mentale (COSME)

- Délégué par Alternatives Laurentides, Droits et recours Laurentides participe aux rencontres du Réseau communautaire en santé mentale (COSME), un regroupement provincial composé de 13 regroupements régionaux en santé mentale. L'organisme s'est impliqué sur différents comités du COSME, entre autres sur le comité *Planification Lac-à-l'Épaule* prévu en mai 2023 afin d'élaborer un plan d'action triennal. DRL s'est également impliqué sur le comité *Site web* pour la refonte de leur site internet et sur le comité *Recherche* en collaboration avec des chercheuses de l'UQAM pour produire une étude sur les facteurs de motivation qui poussent un.e travailleur.se à quitter le milieu communautaire.

- Initiée par le COSME, nous avons participé à une étude sur l'existence de mécanismes de concertation régionaux en santé mentale entre les Centres intégrés et les organismes communautaires de chaque région du Québec.

Regroupement des organisme communautaires des Laurentides

- Impliqué au sein du comité Analyse et Réflexion du ROCL, nous avons participé à trois rencontres dont le but était de soutenir la démarche de consultations concernant les enjeux du cadre régional et qui définissent les critères du Programme de soutien aux organismes communautaire (PSOC) du CISSS Laurentides. Dans cette visée, nous avons rempli un sondage sur la mise à jour des budgets de base requis selon nos besoins réels et qui sera utilisé lors des prochaines négociations entre le ROCL et le CISSS Laurentides.

- Appuyant le processus de consultation sur les balises de répartition auprès des membres du ROCL, nous avons assisté aux trois rencontres du ROCL concernant les budgets de base requis de notre cadre régional, soit en octobre, décembre et février. Par étape, nous avons reçu l'information nécessaire afin de comprendre et d'analyser le mécanisme de répartition de notre financement. Cette démarche est issue d'un processus démocratique et dans lequelle nous avons mandaté le ROCL à représenter nos intérêts lors des prochaines négociations du cadre.
- Nous avons également participé à différentes formations professionnelles proposées par le ROCL dans le but de développer de nouvelles compétences et outils de travail. Aussi, nous avons participé aux deux tournées régionales, l'une en automne et l'autre en hiver. Les dates de ces tournées sont disponibles dans l'annexe du rapport d'activités.

Femmes et santé mentale

Comité local d'actions féministes (CLAF)

- Une commémoration des femmes assassinées à la Polytechnique se tenait à la Place de la Paix, à Saint-Jérôme, le 6 décembre 2022. L'organisme s'est joint à ce rassemblement à la mémoire des victimes du féminicide de masse perpétré à la Polytechnique en 1989 et pour toutes les femmes et les enfants tués en contexte de violence conjugale au cours de la dernière année.

Réseau des femmes des Laurentides (RFL)

- Via son comité Femmes, Droits et recours Laurentides s'implique sur le comité *Femmes santé mentale* du Réseau des Femmes des Laurentides. Ce dernier élabore un projet portant sur la santé mentale des femmes vivant dans les Laurentides. S'inspirant à la fois des besoins actuels et des recommandations ressorties de la recherche « La santé mentale, une richesse pour la région », un congrès régional est prévu pour l'automne 2023.

Pavillon santé mentale : local communautaire

- Plusieurs rencontres virtuelles se sont tenues avec le CISSS Laurentides et d'autres organismes au sujet du futur pavillon en santé mentale de l'hôpital de Saint-Jérôme où un local communautaire dédié aux organismes communautaires sera implanté. Huit (8) rencontres ont été organisées en vue de l'ouverture officielle du pavillon au printemps 2023. Être accessible aux personnes premières concernées hospitalisées avec ou sans leur consentement est primordial pour Droits et recours Laurentides.

D) Consolidation de l'organisme

Équipe de travail

Toute la journée du 16 septembre dernier, l'équipe de travail s'est relayée dans la tenue d'un kiosque de recrutement dans le cadre de la *Journée de l'emploi* à l'Académie Lafontaine. L'objectif était de faire connaître l'organisme et de recueillir un maximum de curriculum vitae pour l'embauche d'une nouvelle conseillère ou nouveau conseiller à la fin de l'automne 2022.

En effet, depuis novembre 2022, notre équipe de travail est composée de cinq (5) personnes à temps plein et d'une personne à temps partiel pour couvrir l'ensemble de la région.

Finances

- Financé à la mission par le *Programme de soutien à l'action communautaire* (PSOC), une indexation de 2,9% nous a été accordée. Avec le rehaussement accordé par le *Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026*, nous avons réussi à créer un 3e poste de conseillère en défense de droits en novembre 2022.

- Dons : Merci pour les contributions monétaires des personnes issues de la communauté, membres et non membres ainsi qu'aux Conférences Religieuses Canadiennes. Plus particulièrement, merci aux congrégations *Les Capucins* et *Fonds Marie-Françoise*.

- Soutien à l'action bénévole (SAB) : Nous aimerions remercier Monsieur Éric Girard, ministre des finances et député de Groulx, pour sa contribution.

- Cotisation des membres : Merci aux 104 membres pour le renouvellement de leur cotisation annuelle et de croire en notre travail.

E) Vie associative et démocratique

Traditionnellement, nous soulignons l'apport précieux de nos bénévoles. Chaque année, nous organisons un dîner de Noël pour les personnes qui s'impliquent sur les comités de travail, dans les activités de l'organisme ou sur le conseil d'admninistration. Le 9 décembre 2022, une vingtaine de personnes s'est retrouvée au local de Droits et recours Laurentides pour dîner ensemble.

La vie associative est un élément important du mouvement communautaire. On ne peut passer sous silence les heures de bénévolat des personnes qui portent à cœur la mission et les valeurs de l'organisme. C'est plus de **320 heures** consacrées aux rencontres du conseil d'administration et des comités de travail, à l'aménagement de nos locaux, à la préparation de notre AGA et au dîner des bénévoles et aux représentations de l'organisme.

Conseil administration et comités de travail

Conformément à ses règlements généraux, le conseil d'administration de l'organisme est composé de sept (7) personnes de la communauté, dont quatre (4) membres actifs, deux (2) membres sympathisants et une représentante des employées. La coordonnatrice assiste aux séances du conseil d'administration sans droit de vote.

Le conseil d'administration a tenu neuf (9) séances régulières et une séance spéciale :

- Le 12 avril 2022
- Le 17 mai 2022
- Le 7 juin 2022
- Le 14 septembre 2022 (séance spéciale)
- Le 28 septembre 2022
- Le 26 octobre 2022
- Le 30 novembre 2022
- Le 25 janvier 2023
- Le 22 février 2023
- Le 22 mars 2023

À l’onglet 3 du *Cahier des membres 2022-2023*, vous trouverez le rapport du conseil d’administration ceux des comités de travail.

Assemblée générale annuelle

Notre assemblée générale annuelle s’est tenue le 7 juin 2022 à la Vieille-Gare de Saint-Jérôme. Une invitation avait été envoyée à nos **104 membres** résidant sur tout le territoire. Nous sommes reconnaissant.e.s d’avoir partagé ces moments avec les membres présents. **45 personnes ont assisté** à notre AGA en présence. Un transport gratuit était offert pour les membres se situant au nord et au sud de la MRC Rivière-du-nord. Un dîner a été servi et nous avons profité de l'occasion pour présenter notre nouveau *Manuel des membres* remis à chaque membre de l'organisme. Ce manuel comprend nos documents officiels, tels que notre mode de gouvernance et notre cadre éthique, nos règlements généraux, nos comités internes ainsi que notre mission et nos valeurs. Nous croyons à cet évènement unique où les membres impliqué.e.s élisent les membres du conseil d'administration et approuvent les états financiers, le rapport d'activités et le plan d'action pour l'année suivante.

De surcroit, nous aimerions remercier la Ville de Saint-Jérôme pour le prêt du local de la Vieille-Gare où deux fois par année, nous pouvons gratuitement organiser nos activités.

Ce rapport d’activités témoigne de la ferveur de Droits et recours Laurentides et de l’engagement de ses 104 membres.

Aussi, il est important de souligner le dévouement des membres du conseil d’administration, de l’équipe et de tous les membres de l’organisme.

Grâce à votre fidélité, nous parvenons à honorer notre mission basée sur les valeurs d’appropriation du pouvoir, de justice sociale, de dignité et de démocratie.

MERCI !

ANNEXE 1: LISTE DES ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

- Comité Analyse et Réflexion, Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL), ZOOM, le 5 avril 2022.
- Formation sur le Plan d'action interministériel en santé mentale (PAISM 2022-2026), Monsieur Guy Châteauneuf, ZOOM, le 6 avril 2022.
- Participation au comité Pare-chocs d'Action Autonomie, ZOOM, le 8 avril 2022.
- Rencontre entre la Coalition des organismes communautaires en santé mentale des Laurentides et le ROCL au sujet des budgets de base requis du Centre intégré de santé et services sociaux des Laurentides (CISSSL), ZOOM, le 11 avril 2022.
- Rencontre préparatoire de la Coalition des organismes communautaires en santé mentale des Laurentides en vue d'une rencontre avec la direction adjointe des services en santé mentale, en dépendance et en itinérance du CISSSL, ZOOM, le 20 avril 2022.
- Participation au comité Pare-chocs d'Action Autonomie, ZOOM, le 22 avril 2022.
- Participation à la présentation du Programme québécois pour les troubles mentaux (PQPTM), CISSSL, ZOOM, le 25 avril 2022.
- Rencontre d'information avec l'aide juridique de Saint-Jérôme à Droits et recours Laurentides, le 26 avril 2022.
- Participation à la Table santé mentale adultes et dépendance des Pays-d'en-Haut, ZOOM, le 27 avril 2022.
- Rencontre de préparation du panel « Le Rendez-vous justice administrative et santé mentale », Saint-Jérôme, le 28 avril 2022.
- Formation « Prendre soin de soi en temps de pandémie », Réseau des Femmes des Laurentides, ZOOM, le 2 mai 2022.
- Conseil d'administration d'Alternatives Laurentides, ZOOM, le 3 mai 2022.
- Participation à la manifestation du comité Pare-chocs pour l'abolition des électroconvulsivothérapies, Montréal, le 7 mai 2022.
- Tenue d'un kiosque dans le cadre de la Semaine de santé mentale organisée par la Table locale de concertation en santé mentale Rivière-du-Nord (RDN), Saint-Jérôme, le 7 mai 2022.
- Rencontre de préparation du panel « Le Rendez-vous justice administrative et santé mentale », ZOOM, le 10 mai 2022.

- Participation à une rencontre sur les services de proximité du CISSSL, ZOOM, le 19 mai 2022.
- Rencontre d'information sur les services offerts par Droits et recours Laurentides (DRL) au Coin Alpha, groupe populaire en alphabétisation, Saint-Jérôme, 24 mai 2022.
- Participation à la rencontre régionale de ReprésentACTION Outaouais (Droits-Accès Outaouais), ZOOM, le 25 mai 2022.
- Participation à l'Assemblée générale annuelle du Réseau communautaire en santé mentale (COSME), Québec, le 2 juin 2022.
- Participation à la Table locale de concertation en santé mentale RDN, Saint-Jérôme, le 2 juin 2022.
- Assemblée générale annuelle de Droits et recours Laurentides, Saint-Jérôme, le 7 juin 2022.
- Participation à l'AGA du Collectif des Laurentides en santé mentale, Sainte-Adèle, le 10 juin 2022.
- Participation à l'Assemblée générale annuelle du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ), Bromont, les 15-16 juin 2022.
- Comité Conditions de travail de Droits et recours Laurentides, ZOOM, le 21 juin 2022.
- Participation à l'Assemblée générale annuelle du ROCL, Sainte-Adèle, le 22 juin 2022.
- Participation à l'Assemblée générale annuelle d'Alternatives Laurentides, ZOOM, 28 juin 2022
- Conseil d'administration d'Alternatives Laurentides, ZOOM, le 28 juin 2022.
- Rencontre de préparation du panel « Le Rendez-vous justice administrative et santé mentale », ZOOM, le 30 juin 2022.
- Formation sur l'utilisation du site internet pour l'équipe de travail, ZOOM, le 30 juin 2022.
- Tournage de la capsule-vidéo de Droits et recours Laurentides avec Valmédia, Saint-Jérôme, 5 et 6 juillet 2022.
- Formation sur l'utilisation du site internet pour l'équipe de travail, ZOOM, le 14 juillet 2022.
- Conseil d'administration d'Alternatives Laurentides, Lachute, le 25 août 2022.

- Conseil d'administration du COSME, ZOOM, le 30 août 2022.
- Rencontre (mise à jour) de la Coalition des organismes communautaires des Laurentides, ZOOM, le 1er septembre 2022.
- Participation au lancement du Mois de la parole collective, ZOOM, le 6 septembre 2022.
- Participation au débat thématique entre les partis politiques durant la campagne électorale de la Coalition communautaire en santé mentale (COSME, RRASMQ, AGGID-SM), Facebook, le 7 septembre 2022.
- Participation au Grand rassemblement virtuel de la campagne « Engagez-vous pour le filet social », Facebook, le 7 septembre 2022.
- Participation au comité Pare-chocs d'Action Autonomie, ZOOM, le 9 septembre 2022.
- Formation sur l'utilisation du site internet pour l'équipe de travail, ZOOM, le 9 septembre 2022.
- Participation au débat électoral sur la crise du logement, Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Facebook, le 13 septembre 2022.
- Participation à la Table locale de concertation en santé mentale RDN, Saint-Jérôme, le 15 septembre 2022.
- Participation à la Journée de l'emploi – Laurentides à l'Académie Lafontaine, Saint-Jérôme, le 17 septembre 2022.
- Rencontre de préparation du panel « Le Rendez-vous justice administrative et santé mentale », ZOOM, le 21 septembre 2022.
- Comité Site Web du COSME, ZOOM, le 22 septembre 2022.
- Participation à l'assemblée générale annuelle (35e anniversaire) du Réseau des Femmes des Laurentides, Sainte-Adèle, 22 septembre 2022.
- Formation sur le régime de retraite du RRFS-GCF, Saint-Jérôme, le 23 septembre 2022.
- Participation au projet d'un étudiant de maîtrise en Sciences infirmières à l'Université du Québec en Outaouais relativement au soutien à l'exercice des droits en santé mentale des personnes mises sous garde, ZOOM, le 26 septembre 2022.
- Conseil d'administration d'Alternatives Laurentides, ZOOM, le 27 septembre 2022.

- Participation à la conférence «Le revenu de citoyenneté comme alternative aux injustices de l'aide sociale» de l'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS), ZOOM, le 28 septembre 2022.
- Participation à la manifestation de la Grande Marche nationale, FRACA et RQ-ACA, Montréal, le 29 septembre 2022.
- Rencontre de la Coalition des organismes communautaires en santé mentale des Laurentides, ZOOM, le 4 octobre 2022.
- Rencontre entre les membres et le ROCL sur la mise à jour des budgets de base requis du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), ZOOM, le 5 octobre 2022.
- Participation au panel « Approches et outils d'aide à la gestion de la médication en santé mentale » du Bureau de la mission universitaire de l'IUSMM, ZOOM, le 5 octobre 2022.
- Paneliste à « Le Rendez-vous justice administrative et santé mentale », Montréal, le 5 octobre 2022.
- Participation au sondage et à la réflexion afin de favoriser l'accessibilité au recours en déontologie policière, Saint-Jérôme, le 7 octobre 2022.
- Conseil d'administration du COSME, Trois-Rivières, le 11 octobre 2022.
- Participation à la Journée de l'Alternatives en santé mentale organisée par Alternatives Laurentides, Sainte-Adèle, le 13 octobre 2022.
- Participation au lancement de la Déclaration d'Engagement, RQ-ACA, Facebook, le 17 octobre 2022.
- Rencontre d'information sur les services offerts par DRL au Centre aux sources, Lachute, le 18 octobre 2022.
- Participation à la tombola du ROCL dans le cadre de la semaine nationale de l'action communautaire, Sainte-Adèle, le 19 octobre 2022.
- Comité Conditions de travail de Droits et recours Laurentides, ZOOM, le 20 octobre 2022.
- Comité Analyse et Réflexion du ROCL, Saint-Jérôme, le 25 octobre 2022.
- Rencontre avec la Maison d'Ariane pour échanger sur l'accueil des femmes qui arrivent à la Maison après une hospitalisation en psychiatrie, Saint-Jérôme, le 27 octobre 2022.
- Participation au comité Pare-chocs d'Action Autonomie, ZOOM, le 28 octobre 2022.

- Séance d'information et de partage « Nouvelle coordination » entre différentes coordinations d'organismes communautaires des Laurentides, ZOOM, le 1er novembre 2022.
- Comité organisationnel Lac-à-l 'Épaule, TEAMS, le 2 novembre 2022.
- Participation à la Table de concertation locale SM RDN, Saint-Jérôme, le 3 novembre 2022.
- Participation au panel d'experts sur les droits et recours en santé mentale du Bureau de la mission universitaire de l'IUSMM – DPSMDI du CIUSSS de l'Est-de-l'île-de-Montréal, ZOOM, le 3 novembre 2022.
- Participation au Colloque de l'Office des droits aux détenus.es : « Perspectives critiques sur l'incarcération au Québec », ZOOM, le 4 novembre 2022.
- Participation à la réflexion (suite) afin de favoriser l'accessibilité au recours en déontologie policière, Saint-Jérôme, le 8 novembre 2022.
- Participation à la rencontre régionale de ReprésentACTION Outaouais (Droits-Accès Outaouais), Gatineau, le 9 novembre 2022.
- Rencontre d'information sur la confidentialité à la Coopérative Argenteuil, Lachute, le 9 novembre 2022.
- Participation à une recherche traitant de la « maltraitance organisationnelle » en psychiatrie par une étudiante-chercheuse, ZOOM, le 10 novembre 2022.
- Comité Vie associative de Droits et recours Laurentides, Saint-Jérôme, le 16 novembre 2022.
- Présentation et séance d'information à l'Université de Montréal dans le cadre de la formation universitaire en criminologie, Montréal, le 22 novembre 2022.
- Rencontre avec l'équipe de la Halte des Proches sur les causeries offertes par DRL, Saint-Jérôme, le 22 novembre 2022.
- Participation à la présentation des impacts de la Covid-19 sur les regroupements d'organismes communautaires par l'Observatoire de l'ACA, ZOOM, le 22 novembre 2022.
- Rencontre d'information sur l'accès au dossier et la confidentialité au Centre de la famille du Grand Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, le 23 novembre 2022.
- Participation à la présentation du panel « Conception et évaluation d'application numérique en santé mentale » du CIUSSS Est de l'île de Montréal et l'IRSS, ZOOM, le 24 novembre 2022.

- Comité Conditions de travail de DRL, ZOOM, le 24 novembre 2022.
- Comité Pavillon Santé mentale du CISSSL, TEAM, le 28 novembre 2022.
- Conseil d'administration du COSME, ZOOM, le 29 novembre 2022.
- Participation à l'assemblée générale régulière du Réseau des femmes des Laurentides (RFL), Sainte-Adèle, le 30 novembre 2022.
- Rencontre d'information sur le secret professionnel et la confidentialité au centre de femmes Liber'Elles, Mirabel, le 1e décembre 2022.
- Participation au comité Pare-chocs d'Action Autonomie, ZOOM, le 2 décembre 2022.
- Participation à la Commémoration des femmes assassinées à la Polytechnique organisée par le Comité local d'actions féministes (CLAF) de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, le 6 décembre 2022.
- Rencontre entre les membres et le ROCL sur la mise à jour des budgets de base requis du PSOC, ZOOM, le 8 décembre 2022.
- Dîner de Noël avec les bénévoles de DRL, Saint-Jérôme, le 9 décembre 2022.
- Conseil d'administration d'Alternatives Laurentides, ZOOM, le 12 décembre 2022.
- Formation « Superviser une équipe de travail » offerte par le Centre St-Pierre, Saint-Jérôme, le 13 décembre 2022.
- Participation à la réflexion (suite et fin) afin de favoriser l'accessibilité au recours en déontologie policière, Saint-Jérôme, le 13 décembre 2022.
- Comité Site web du COSME, ZOOM, le 5 décembre 2022.
- Rencontre entre la Coalition des organismes communautaires en santé mentale des Laurentides et la nouvelle direction adjointe des services en santé mentale, en dépendance et en itinérance du CISSSL, ZOOM, le 14 décembre 2022.
- Rencontre entre les membres du ROCL sur la mise à jour des budgets de base requis du PSOC, ZOOM, le 15 décembre 2022.
- Formation sur les assurances collectives offerte par l'Association pour l'assurance collective des organismes communautaires du Québec, ZOOM, le 20 décembre 2022.
- Comité organisationnel Lac-à-l'Épaule du COSME, TEAMS, le 12 janvier 2023.
- Conseil d'administration d'Alternatives Laurentides, ZOOM, le 17 janvier 2023.
- Conseil d'administration du COSME, ZOOM, le 17 janvier 2023.

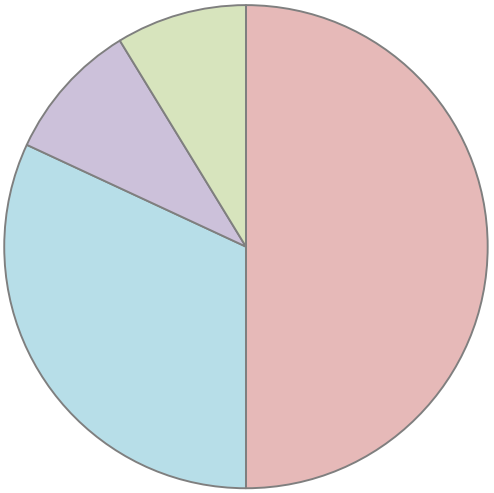
- Comité Recherche du COSME, ZOOM, le 19 janvier 2023.
- Journée Bilan avec l'équipe de travail, Saint-Jérôme, le 18 janvier 2023.
- Comité organisationnel Lac-à-l'Épaule du COSME, TEAMS, le 22 janvier 2023.
- Participation au Comité Femmes santé mentale du RFL, ZOOM, le 23 janvier 2023.
- Comité Analyses et Réflexion du ROCL, Saint-Jérôme, le 24 janvier 2023.
- Comité Site web du COSME, ZOOM, le 26 janvier 2023.
- Comité Vie associative de Droits et recours Laurentides, Saint-Jérôme, le 31 janvier 2023.
- Participation à la Tournée hivernale du ROCL, Sainte-Thérèse, le 1er février 2023.
- Formation « Leadership et gestion de groupe » par Azimut, Saint-Jérôme, le 2 février 2023.
- Rencontre d'information sur la garde en établissement à l'Envolée, ressource alternative en santé mentale, Sainte-Agathe, le 2 février 2023.
- Participation à la formation sur l'utilisation de Facebook organisée par le ROCL, ZOOM, le 7 février 2023.
- Rencontre d'information sur le consentement aux soins au centre de femmes Liber'Elles, Mirabel, le 8 février 2023.
- Participation à l'assemblée générale régulière du Réseau des femmes des Laurentides (RFL), Saint-Jérôme, le 9 février 2023.
- Visite du nouveau pavillon en santé mentale de l'hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, le 10 février 2023.
- Participation à la formation « Accompagner efficacement grâce à la PNL » du ROCL, Saint-Jérôme, le 14 février 2023.
- Participation au Grand ZOOM national de la RQ-ACA, ZOOM, le 15 février 2023.
- Rencontre de la Coalition des organismes communautaires des Laurentides au sujet de la Table régionale de concertation en santé mentale, ZOOM, le 15 février 2023.
- Comité organisationnel Lac-à-l'Épaule du COSME, TEAMS, le 16 février 2023.
- Participation à la rencontre régionale de ReprésentACTION Outaouais (Droits-Accès Outaouais), ZOOM, le 16 février 2023.
- Formation Excel pour l'équipe de travail, Saint-Jérôme, le 20 février 2023.

- Comité Éthique de DRL, ZOOM, le 21 février 2023.
- Rencontre d'information sur le logement au Centre de la famille du Grand Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, le 21 février 2023.
- Rencontre entre les membres du ROCL sur la mise à jour des budgets de base requis du PSOC, ZOOM, le 22 février 2023.
- Formation Excel pour l'équipe de travail, Saint-Jérôme, le 27 février 2023.
- Comité Conditions de travail de DRL, ZOOM, le 28 février 2023.
- Comité Financement de DRL, Saint-Jérôme, le 1er mars 2023.
- Comité 30e anniversaire de DRL, Saint-Jérôme, le 1er mars 2023.
- Rencontre de la Coalition des organismes communautaires des Laurentides au sujet de la Table régionale en santé mentale, ZOOM, le 2 mars 2023.
- Participation à la formation sur le harcèlement, offerte par le Tribunal administratif du logement, ZOOM, le 3 mars 2023.
- Formation Excel pour l'équipe de travail, Saint-Jérôme, le 6 mars 2023.
- Rencontre avec Sphéria Évènements dans le cadre du 30e anniversaire de DRL, ZOOM, le 6 mars 2023.
- Conseil d'administration d'Alternatives Laurentides, Saint-Jérôme, le 7 mars 2023.
- Participation à la journée internationale des droits des femmes, organisée par le comité local d'actions féministes (CLAF) de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, le 8 mars 2023.
- Comité Conditions de travail de DRL, ZOOM, le 13 mars 2023.
- Formation Excel pour l'équipe de travail, Saint-Jérôme, le 13 mars 2023.
- Conseil d'administration du COSME, ZOOM, le 14 mars 2023.
- Rencontre d'information sur le droit aux services à Harfang des Neiges, Saint-Jérôme, le 14 mars 2023.
- Rencontre avec madame Lynda Rivest de « Histoire et Archives Laurentides » concernant les archives numériques de l'organisme, Saint-Jérôme, le 15 mars 2023.
- Participation à un webinaire sur le Programme de Revenu de Base par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, TEAMS, le 15 mars 2023.
- Rencontre avec madame Lynda Rivest de « Histoire et Archives Laurentides » concernant les archives numériques de l'organisme, Saint-Jérôme, le 16 mars 2023.

- Comité Conditions de travail de DRL, ZOOM, le 20 mars 2023.
- Participation à la sortie *Cabane à sucre* organisée par Alternatives Laurentides, Mirabel, le 23 mars 2023.
- Formation Excel pour l'équipe de travail, Saint-Jérôme, le 27 mars 2023.
- Formation « Lier services et droits » par le ROCL, Saint-Jérôme, le 28 mars 2023.
- Participation à des échanges sur la stigmatisation en santé mentale et au rôle des médias dans le cadre des « Midi Quoi Voir ? » du RRASMQ, ZOOM, le 28 mars 2023.
- Comité Vie associative de Droits et recours Laurentides, Saint-Jérôme, le 29 mars 2023.

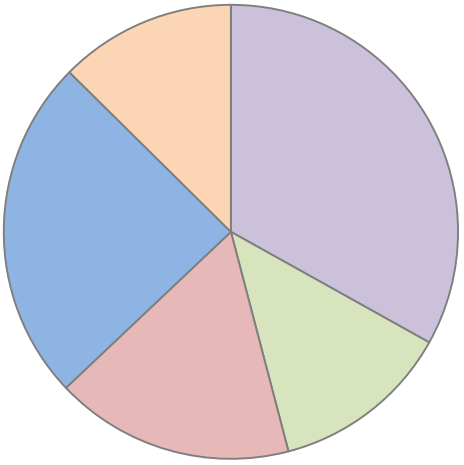
PERSONNES

1	Femmes	166	50%
2	Hommes	106	32%
3	Proches	31	9%
4	IntervenantEs	29	9%
		332	100%



DEMANDES

1	Santé et services sociaux	142	33%
2	Autres services gouv.	55	13%
3	Logement	73	17%
4	Autres secteurs de vie	105	24%
5	Justice	54	13%
		429	100%



Santé et services sociaux

1	Informations générales	2	1%
2	Accès à l'information	1	1%
3	Accès au dossier	6	4%
4	Accès aux services	5	4%
5	Collège des médecins	2	1%
6	Consentement aux soins	1	1%
7	Garde en établissement	51	36%
8	Hébergement	15	11%
9	Inaptitude	2	1%
10	Libre choix établissement	1	1%
11	Libre choix professionnel	6	4%
12	Médicaments, sevrage	6	4%
13	Ordonnance de traitement	9	6%
14	Organismes communautaires	2	1%
15	Protection de la Jeunesse	9	6%
16	Qualité des services	19	13%
17	Autre	5	4%
		142	100%

Autres services gouvernementaux

1	Aide sociale	18	33%
2	Assurance emploi	3	5%
3	CNESST	12	22%
4	Curatelle publique	3	5%
5	Impôt provincial	2	4%
6	IVAC	5	9%
7	Protecteur du Citoyen	1	2%
8	RAMQ	2	4%
9	RRQ	3	5%
10	SAAQ	2	4%
11	Autre	4	7%
		55	100%

Logement

1	Informations générales	1	1%
2	Bail - Augmentation	6	8%
3	Bail - Modifications	2	3%
4	Bruit	3	4%
5	Expulsion / Reprise de log.	17	23%
6	HLM	3	4%
7	Travaux	13	18%
8	Autre	28	38%
		73	100%

Justice

1	Information générales	2	4%
2	Aide juridique	7	13%
2	Civil	8	15%
3	Criminel	20	37%
4	Commission d'examen	3	6%
5	Contravention	2	4%
6	Déontologie policière	2	4%
7	Municipale	3	6%
8	Petites créances	3	6%
9	Autre	4	7%
		54	100%

Autres secteurs de vie

1	Informations générales	1	1%
2	Assurances	6	6%
3	Assurances collectives	3	3%
4	Consommation, recouvrement	13	12%
5	Famille	5	5%
6	Garde d'enfants	5	5%
7	Hydro Québec	1	1%
8	Pension alimentaire	1	1%
9	Références autres organismes	3	3%
10	Séparation, divorce	10	10%
11	Succession	20	19%
12	Travail	16	15%
13	Autres	21	20%
		105	100%